Par e-mail : https://www.lalibre.be/belgique/societe/2024/02/05/on-pointe-lenvironnement-pour-detourner-lattention-du-vrai-probleme-est-il-pertinent-dopposer-agriculture-et-environnement-NMESH4IJKFG27P4DOHFPKHKSA4/

"On pointe l’environnement pour détourner l’attention du vrai problème": est-il pertinent d’opposer agriculture et environnement ?

Le problème de l’agriculture aujourd’hui résiderait dans les normes environnementales contraignantes, selon certains. Deux experts en agronomie réfutent ce discours, notant que les agriculteurs sont les premières victimes du dérèglement climatique et de la perte en biodiversité.

Emmeline Van den Bosch Publié le 05-02-2024

Face à la colère des agriculteurs, l’Union Européenne (UE) a notamment annoncé la prolongation d’une dérogation permettant aux agriculteurs d’éviter pour 2024 l’obligation de mise en jachère de 4 % de leurs terres (c’est-à-dire les utiliser à autre chose qu’à la production pour favoriser la biodiversité). Suite à cette décision, les associations environnementales sont montées au créneau, dénonçant une “*fausse solution*”. Si certains agriculteurs se sont réjouis de cette décision, un membre de la Fédération Wallonne de l’Agriculture indiquait jeudi que ce n’était pas “*cette mesure qui allait changer grand-chose*”.

Certains n’hésitent pas à le marteler : le grand problème de l’agriculture aujourd’hui, ce seraient les normes environnementales. Est-il vraiment aussi pertinent d’opposer les deux ? “*Pas du tout*, répond Alain Peeters, directeur de l’ASBL Terres Vivantes et vice-président d’Agroecology Europe. *Les agriculteurs sont les premières victimes du dérèglement climatique et de la perte de biodiversité. On pointe du doigt les normes environnementales pour détourner l’attention du vrai problème : les revenus trop faibles, imposés par l’industrie et les distributeurs agroalimentaires, qui mènent une logique mortifère du 'prix le plus bas'.*”

Vendre localement

Pour sortir de ce système, Alain Peeters et son équipe accompagnent au quotidien des agriculteurs en demande d’autre chose. Leur approche, c’est l’agroécologie, “*une agriculture basée sur la vie, sur les mécanismes biologiques naturels, plutôt que basée sur la chimie*”. Selon Alain Peeters, l’agroécologie serait même plus rentable que l’agriculture conventionnelle. Comment ? “*Les coûts de production sont réduits car il n’est plus nécessaire d’acheter des engrais et produits phytosanitaires. Et les marges sont augmentées dès lors que l’agriculteur sort de la chaîne traditionnelle pour se tourner vers du circuit court, avec vente en direct de sa ferme ou dans un magasin local.*”

Pour ce docteur en agronomie, le principal obstacle à cette transition est culturel. “*Tout le monde ne connaît pas encore ce système. Du côté des consommateurs, il faut trouver de nouvelles formes de commercialisation pour les atteindre. Du côté des agriculteurs, beaucoup hésitent encore à changer. Ils demandent des preuves, ont peur de prendre des risques, ne connaissent pas les techniques. C’est pour ça qu’on les accompagne. Ils sont de plus en plus nombreux à vouloir autre chose.”*

Les subsides de l’UE conditionnés aux normes environnementales

De son côté, Philippe Baret, professeur à la Faculté des bioingénieurs de l’UCLouvain, note aussi que certains agriculteurs ont des difficultés à accepter le changement. Il regrette que les normes environnementales soient aujourd’hui devenues la variable d’ajustement alors qu’elles conditionnent les subsides que reçoivent les agriculteurs de l’UE. “*Ce n’est pas leur rendre service que de faire marche arrière. Dans quelques années, ce sera encore plus difficile de s’adapter. L’UE distribue 50 milliards pour l’agriculture. C’est normal, qu’en échange, un certain respect de l’environnement soit exigé. C’est une transition qu’il faudra de toute façon faire tôt ou tard.”*

Enfin, le professeur et responsable de Sytra (une cellule de recherche de l’UCLouvain sur les systèmes agricoles et alimentaires) rappelle que le monde agricole est disparate et que les conditions de travail des agriculteurs sont très différentes d’une exploitation à une autre. Tous ne sont pas pour une suppression des normes environnementales : “*C’est très peu démocratique, ce qu’il se passe actuellement”*